

LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 260

MONTREAL, LE MERCREDI 9 NOVEMBRE 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

9 novembre 1989



Le jour où le XXI^e siècle a commencé

Le matin du 9 novembre 1989, le soleil s'était levé comme d'habitude. En Europe, il gelait à pierre fendre. Le ciel était bas. Personne ne se doutait que rien ne serait jamais plus pareil. C'est ainsi que l'histoire innove, imperceptiblement, sans faire de bruit. Un beau matin, on change de planète, d'adresse et d'époque sans s'en apercevoir, sans que la radio ou la télévision n'en fassent mention, sans même que le journal du matin ne titre: «Le XXI^e siècle vient de commencer!»



Christian Rioux

C'est pourtant par les journaux télévisés de l'Ouest que les habitants de Berlin-Est apprirent dans la soirée du 9 novembre qu'ils avaient dorénavant la liberté de voyager. En peu de temps, 20 000 personnes se réunirent devant le poste-frontière de Bornholmer Strasse en scandant «ouvrez la porte». A l'Ouest, la jeunesse attendait instinctivement le moment fatidique pour faire la fête. Quand, à 22h30, les premiers «Ossies» ont passé le mur et que vers minuit des centaines de Trabant ont pétaradé aux frontières, quelque chose s'est irrémédiablement fracturé dans le siècle.

Cinq ans plus tard, on ne sait toujours pas comment ni d'où précisément est venu l'ordre d'ouvrir les frontières le soir même. On sait que le gouvernement d'Egon Krenz tentait de négocier de nouveaux crédits avec l'Allemagne de l'Ouest en échange de concessions démocratiques. On sait que l'équipe au pouvoir avait perdu le soutien du grand frère soviétique. On sait aussi que l'hémorragie qui voyait les Allemands de l'Est gagner l'Ouest par la Tchécoslovaquie et la Hongrie était devenue incontrôlable. On sait surtout que personne n'avait prévu le coup.

Dans les jours qui vont suivre, le Mur sera grugé de toute part comme si la disparition du symbole de la guerre froide était une vengeance nécessaire. Des mois plus tard, on verra toujours les Berlinoises de l'Est faire tamponner leur passeport aux postes de contrôle, alors qu'à deux pas des brèches béantes étaient ouvertes. En 1990, 335 000 Allemands ont émigré vers l'Ouest.

Aujourd'hui, le 9 novembre ne sera pas fêté à Berlin. Sobres comme d'habitude, les Allemands ne souligneront l'événement que par une cérémonie au Reichstag, organisée par la mairie. Le même jour, le nouveau Bundestag, issu des dernières élections, se réunira. Les Allemands ont beaucoup de difficulté à oublier que la nuit du 9 au 10 novembre 1938 fut aussi celle d'un immense pogrome baptisé «la nuit de cristal».

Potsdamerplatz est maintenant un gigantesque terrain vague en proie aux herbes folles. Il ne reste pratiquement rien de ce mur long de 167 km qui était l'une des rares constructions humaines visibles de l'espace. Mais sa chute a marqué le coup d'envoi de l'effondrement, les uns après les autres, des régimes communistes européens. Et l'on n'a pas fini de mesurer comment ce simple événement a modifié toutes les données.

Ici, un chercheur explique que la montée des nationalismes est un effet direct de la chute du glaci communisme. Là-bas, un analyste attribue le retour des affrontements religieux et de l'intégrisme islamiste à la nouvelle donne issue de la fin de la guerre froide. Que se passera-t-il en Palestine si le Moyen-Orient était toujours un terrain d'affrontement entre Américains et Soviétiques? Il y a même des sociologues pour dire que la guerre civile qui se mène aujourd'hui dans les banlieues pauvres des grandes villes européennes n'est pas étrangère à la disparition des partis communistes qui canalisaient la révolte. Sans oublier ceux qui en profitent pour annoncer la fin de l'histoire.

En Europe, les événements du 9 novembre 1989 n'ont pas fini d'ébranler les certitudes. Le mur n'était pas encore tombé que les plans de l'Europe de Maastricht étaient déjà caducs. A quoi pouvait bien rimer une Europe des 12, même avec une monnaie commune, alors que les frontières de celle-ci étaient soudain repoussées jusqu'à l'Oural?

Cinq ans plus tard, le bruit assourdissant des marteaux-piqueurs qui ont réduit le mur de Berlin en poussière se fait encore entendre.

MONTREAL

Doré entend rester à Montréal

PAGE A 3



EDITORIAL

La mutation péquiste, par Lise Bissonnette

PAGE A 10

POLITIQUE

Une moisson record d'accords commerciaux en Chine

PAGE A 4



L'immobilier est en plein déclin ...et la pression est à la hausse sur les taux hypothécaires

SERGE TRUFFAUT LE DEVOIR

L'activité immobilière du Québec est dans un état lamentable, ainsi qu'en témoignent les statistiques publiées hier par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et la Chambre immobilière du Grand Montréal.

Du côté de la construction neuve, la SCHL a constaté qu'une diminution de 22 % des mises en chantier à l'ensemble du Québec au cours du mois d'octobre allait ramener, dans le meilleur des cas, le niveau de 1994 à celui de 1993, soit 34 000 unités, ce qui fut l'une des pires an-

nées de l'histoire.

Symbole de cette déchéance, le volume d'unités construites dans la grande région de Montréal ayant chuté de 26 %, soit 612 mises en chantier contre 827 en octobre 1993, il faut s'attendre à ce que 1994 fasse écho à la pire année de son histoire, soit 1982.

Qui plus est, sur le front du marché des maisons déjà existantes, la Chambre immobilière du Grand Montréal a calculé que le nombre de ventes enregistrées à la faveur d'octobre a retraité de presque 20 % sur la période correspondante l'an dernier. Et ce n'est pas tout.

En majorant son taux d'escompte de 16 centièmes, le hissant ainsi à 5,81 %, la Banque du Canada a renforcé la

probabilité d'une augmentation de 0,5 % des taux hypothécaires d'ici la fin de la présente année.

D'autant plus, comme l'a souligné Robert Normand, économiste au Mouvement Desjardins, que selon toute vraisemblance la Réserve fédérale américaine va hausser ses taux la semaine prochaine et réduire de facto la marge de manœuvre de la Banque du Canada en la matière. Actuellement, l'écart existant entre les taux directeurs du Canada et des Etats-Unis est d'une vingtaine de points seulement.

Economistes au sein de la SCHL, MM. Mario Vachon

VOIR PAGE A 12: IMMOBILIER



PHOTO AP

Le sénateur démocrate du Massachusetts, Edward Kennedy, faisait figure d'exception hier soir en conservant son siège dans une vague qui a donné aux républicains le contrôle du Sénat et de la Chambre des représentants. On le voit ici tenant une affiche que lui a remise un partisan à Hyannis où le sénateur a voté. Ce dernier a dû livrer la bataille la plus difficile de sa longue carrière politique.

Les républicains prennent le contrôle du Congrès

SYLVIANE TRAMIER LE DEVOIR

Dans un renversement politique majeur, le Parti républicain était en passe hier soir de prendre le contrôle du Congrès américain, en remportant la majorité au Sénat américain et à la Chambre des représentants.

Plusieurs heures avant la fermeture des bureaux de scrutin dans les Etats de l'Ouest, l'opposition républi-

caine avait déjà remporté, lors des élections législatives à mi-mandat, les sept sièges dont elle avait besoin pour conquérir la majorité du Sénat. On s'attendait hier soir à ce que les républicains conservent ce gain net et dominant la Chambre haute du Congrès.

Les républicains ont ravi aux démocrates chacun des sièges de sénateur à pourvoir en Oklahoma, au Maine, au Michigan, en Ohio, en Arizona ainsi que les deux sièges à pourvoir

au Tennessee. Les démocrates détenaient précédemment 56 sièges au Sénat et les républicains 44.

Les démocrates ont cependant eu la consolation de voir Edward Kennedy, sénateur démocrate du Massachusetts réélu au siège qu'il occupe depuis 32 ans. En Virginie, le démocrate Charles Robb l'a également emporté sur son adversaire le républicain Oliver North. A New York, le

VOIR PAGE A 12: CONGRÈS

Et maintenant les élections scolaires

À Montréal, l'opposition fait connaître son programme

PAUL CAUCHON LE DEVOIR

Maintenant que les élections municipales sont terminées, les principaux mouvements sur la scène scolaire accélèrent leur campagne en prévision des élections scolaires, qui auront lieu au Québec dans moins de deux semaines, soit le 20 novembre.

A Montréal, trois partis s'opposent pour prendre la tête de la CECM, la plus grosse commission scolaire du Québec: le MEMO, le COURS et le RSC (Regroupement scolaire confessionnel, le parti catholique actuellement au pouvoir).

Le MEMO, le Mouvement pour une école moderne et ouverte, qui forme actuellement l'opposition au Conseil des commissaires, a proposé hier de tripler le nombre d'étudiants au secteur professionnel à la CECM, et il entend concentrer les énergies de la Commission dans huit secteurs précis de formation professionnelle.

Le COURS, le regroupement fondé par Denyse Soucy-Brousseau, ancienne présidente de la CECM, a pour sa part proposé hier de créer un comité central des élèves à la CECM sur le modèle du Comité central des parents.

Une proposition qui a d'ailleurs soulevé l'ironie du MEMO qui a fait remarquer que son propre programme, lancé il y a un mois, proposait la création d'un conseil des commissaires jeunesse, une structure similaire.

Le MEMO, qui forme actuellement l'opposition au conseil des commissaires, déplore que seulement 6 %

Le MEMO propose de tripler le nombre d'étudiants au secteur professionnel

VOIR PAGE A 12: ÉLECTIONS

POLITIQUE

Québec veut revivifier ses relations avec la France

PAGE A 5



La France et l'islam

3 - Les miraculés de l'islam

Quand les moudjahidines musulmans rencontrent l'intifada des banlieues

Coup de poing, hier, contre les milieux islamistes parisiens. Près de cent militants ont été arrêtés sous l'accusation d'avoir fourni armes et munitions, substances explosives et faux documents, tant en France qu'en Algérie. C'est le ministre Charles Pasqua qui en a fait l'annonce hier matin. Selon la

police, les personnes arrêtées étaient associées au Groupe islamique armé (GIA), le plus radical des groupes opérant en Algérie (voir page A 7). Nous poursuivons ci-dessous la série de notre correspondant Christian Rioux sur «l'islam à la française», avec un troisième et dernier article.

CHRISTIAN RIOUX CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

Rida a aujourd'hui 30 ans. On ne dirait pas que ce grand Tunisien aux cheveux noirs comme le jais a passé des années à se piquer à l'héroïne. Après vingt cures de désintoxication, plusieurs vols et la prison, Rida a rencontré Sami qui l'a ramené dans «le droit chemin». Sa résurrection, Rida ne la doit pas d'abord à ses copains qui l'ont aidé à s'en sortir, dit-il, mais à l'islam. Rida est un miraculé du Coran comme il y en a des dizaines aujourd'hui dans les banlieues des grandes villes françaises.

A l'islam de papa qui fut longtemps une affaire de vieux a succédé depuis quelques années celui de jeunes beurs (arabes en argot) nés en France et à la recherche de leur identité. SOS Racisme, l'organisation antiraciste des années 80, n'a rien

donné. Les mesures de redressement des banlieues non plus. Il nous reste l'islam, dit en résumé Sami Debah, un étudiant de 23 ans en sciences politiques qui a fondé en décembre 1990 Rappel, une organisation qui visite les jeunes drogués et les délinquants pour les convertir et les ramener dans «le droit chemin».

Avec Rida et Rachid, un jeune Marocain de 20 ans, Sami discute au café de la gare de Garges-lès-Gonesse, l'une des banlieues les plus «chaudes» de Paris. Tous sont arrivés avec leurs parents dans cette ville-dortoir qui n'est en fait qu'une forêt de HLM plantée sur la voie ferrée à 15 minutes en train du centre de Paris. Tous ont grandi dans ces tours souvent déginguées qui servent à donner rapidement un toit aux enfants du baby-boom.

Tous ont vu les familles françaises s'en aller pour être remplacées par une population maghrébine issue de l'immigration. Tous enfin ont connu les jours d'émeute de mars dernier pendant lesquels les jeunes en colère ont saccagé le centre-ville.

«Ici, les jeunes sont oubliés, dit Rida. Les chômeurs sont nombreux et personne ne s'occupe d'eux.» À chaque fois que Rida revenait d'une cure, il se retrouvait seul. Depuis qu'il a rencontré Sami et son groupe, on vient le voir chaque jour et s'il s'absente du préche du vendredi, on s'inquiète. Depuis peu, il rend visite aux jeunes en difficulté et a même appris l'arabe pour lire le Coran dans le texte.

Et l'islam dans tout cela? «Dans l'islam, il y a un mode de vie et des frontières bien définies à ne

VOIR PAGE A 12: ISLAM

INDEX

- AgendaB6
- Avis publics.....A8
- Classes.....B4
- Culture.....B11
- Économie.....B2
- Éditorial.....A10
- Le monde.....A6
- Mots croisés.....B4
- Les sports.....B5

MÉTÉO

- Montréal Nuageux avec éclaircies le matin. Dégage-ment par la suite. Max: 9
- Québec Nuageux avec éclaircies le matin. Dégage-ment par la suite. Max: 8
- Détails en A8



LE DEVOIR

MONTREAL

EN BREF

PROGRAMME ARTS PLATIQUES-ÉTUDES À LA CECM

(Le Devoir) — Une première au Québec: une école de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) offrira à compter de septembre prochain un programme arts plastiques-études, qui permettra aux élèves d'obtenir un enseignement intensif en arts plastiques.

L'école secondaire Édouard-Montpetit à Montréal, sur l'avenue Pierre-de-Coubertin, offre déjà un programme sports-études à près de 200 élèves. À compter de septembre, elle offrira ce programme artistique, qui permettra aux élèves de recevoir leur formation académique «normale» le matin, alors que l'après-midi sera consacré aux arts plastiques, à l'étude supervisée ou à l'enseignement individualisé.

Pour être admis au programme, les élèves devront avoir conservé une moyenne de 70 % en français, en mathématiques et en anglais. Ils devront avoir conservé un moyen général de 75 % et démontrer beaucoup d'intérêt pour les arts plastiques.

Le programme veut amener les élèves à identifier les grandes étapes de l'évolution de la pensée humaine par l'étude des œuvres d'art de toutes les époques et de toutes les sociétés. Les élèves pourront aussi visiter les musées montréalais, québécois et canadiens, et ils pourront rencontrer des artistes et présenter leurs propres réalisations.

GILLES PROULX ACQUITTÉ

(PC) — L'animateur de radio Gilles Proulx a été acquitté hier par le juge René Déry, de la Cour municipale de Montréal, des accusations de voies de fait et de menaces de mort portées contre lui à la suite d'une plainte déposée par son ex-recherchiste, Ginette Maurais. Celle-ci alléguait que Gilles Proulx l'avait bousculée et lui avait fait des menaces de mort lors d'une prise de bec survenue à la défunte station de radio CJMS, à Montréal, le 20 mai dernier.

Au procès, tous les témoins appelés à la barre, journalistes et collègues de la plaignante et de l'accusé, ont corroboré les dires de l'animateur, c'est-à-dire qu'il y avait eu un vif échange de propos, sans plus.

62 000 \$ POUR AIDER LES SIDÉENS

(Le Devoir) — Une somme de 62 000 \$ a été distribuée hier par la Fondation BBCM à cinq organismes œuvrant bénévolement auprès des victimes du sida. Cet argent avait été amassé lors du dernier événement Black and Blue Party, qui présentait sa quatrième édition annuelle le 6 octobre dernier.

Cet argent a été distribué de la façon suivante: 40 000 \$ à Sida Bénévoles Montréal, qui a fourni une aide directe à 300 personnes atteintes du VIH-sida; 5500 \$ ont été alloués au Fonds de dépannage en médicaments; la même somme a été accordée à la Fondation d'aide directe SIDA Montréal; 5500 \$ ont été remis à la Fondation Joël Gregory, qui offre une aide psychologique aux personnes atteintes; enfin, 5500 \$ ont été donnés à la Maison Ludovic, une maison d'accueil pour sidéens de premier plan.

Le Black and Blue a attiré l'an dernier 4587 participants payants, dont un certain nombre de visiteurs provenant de l'Ontario et des États-Unis.

La Fondation BBCM, qui organise le Black and Blue Party, est un organisme sans but lucratif, doté d'une charte fédérale, qui comprend le Bad Boy Club Montréal et une nouvelle division appelée Gents Garçons Montréal.

«Mon avenir est à Montréal», dit Doré

Le maire défait rencontre Bourque pour planifier la passation des pouvoirs et nie les rumeurs qui l'envoient aux quatre coins du monde

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Le maire sortant Jean Doré a formellement nié hier les rumeurs selon lesquelles il pourrait partir pour l'une ou l'autre des délégations générales du Québec à travers le monde.

«Mon avenir est à Montréal; il ne sera pas à l'étranger», a déclaré M. Doré qui a encaissé dimanche une cuisante défaite aux mains de Pierre Bourque et de son équipe de Vision Montréal. Jean Doré affirme également qu'il n'a rien sollicité ni reçu aucune proposition.

Au bureau du premier ministre Jacques Parizeau, on soutient que la question de dénicher un éventuel emploi à l'ancien collaborateur de René Lévesque n'a jamais été soulevée au cours des derniers mois. D'autant que Jean Doré se montrait confiant d'obtenir un troisième mandat, précise-t-on.

Un collaborateur politique de M. Parizeau s'est même interrogé sur la pertinence que le Québec soit représenté à l'étranger par quelqu'un qui vient de subir un revers aussi important.

Deux autres sources de l'appareil gou-

vernemental, dont l'une au ministère des Affaires internationales, ont également accordé peu de foi aux rumeurs sur l'avenir de Jean Doré sur la scène internationale. Il reste pourtant quelques postes prestigieux à combler, notamment à Rome (Italie), Caracas (Venezuela), Abidjan (Côte-d'Ivoire) ainsi qu'à New York où le poste deviendra vacant le premier janvier prochain.

Par ailleurs, M. Doré a rencontré hier matin son successeur, histoire de planifier la passation des pouvoirs à l'Hôtel de Ville. Au-delà des problèmes concrets de Montréal, les deux hommes ont abordé les relations entre la municipalité et Québec, la Communauté urbaine de Montréal et l'ensemble des partenaires.

«Ce qui est intéressant, a dit M. Bourque à la sortie de la réunion, c'est qu'on va garder contact. Si j'ai besoin de conseils, M. Doré s'est dit prêt à collaborer.»

Lundi prochain, les élus de Vision Montréal (39), du Rassemblement des citoyens de Montréal (6), du Parti des Montréalais (2) et de la Coalition démocratique-Montréal écologique (2), ainsi que les deux indépendants élus dimanche, seront assermentés au cours d'une céré-

monie qui se déroulera en matinée. Suivra, en fin d'après-midi, dans le hall d'entrée de l'hôtel de ville, un cocktail.

Jean Doré a indiqué que des «cahiers de transition» avaient été préparés à l'attention du nouveau maire et des conseillers municipaux. De plus, la préparation du budget 1995 est complétée, permettant ainsi à l'administration Bourque de faire maintenant des choix.

Dès vendredi prochain, près d'une vingtaine de personnes (chef de cabinet, attachés politiques et relationnistes, entre autres) se retrouveront sans emploi. Parmi les gens qui occuperont désormais ces fonctions politiques auprès du maire, on compte le président de Vision Montréal et candidat défait dans le district De Lorimier, Gilles Bonin.

Pour ce qui est de la désignation des élus que M. Bourque choisira pour former le comité exécutif, elle sera confirmée lors d'une première assemblée du conseil municipal, fort probablement le 17 novembre. La première date retenue, soit le lundi 21, correspond à la vente des immeubles par la Ville pour non-paiement de taxes foncières. L'exercice pourrait d'ailleurs se poursuivre le lendemain.

Donner l'exemple



PHOTO JACQUES NADEAU

QUI SURVEILLE les patrouilleurs? Il est difficile de trouver une place de stationnement à Montréal et cette agente de la Ville, stationnée en double file, avenue du Mont-Royal, devrait en savoir quelque chose. Les agents de surveillance du stationnement de Montréal ont émis quelque 1,4 million de contraventions, ou constats d'infraction, en 1993. Mais contrairement aux simples automobilistes, ces derniers jouissent de toute immunité en ce qui a trait aux règlements qu'ils se chargent de faire respecter. «Bien qu'on les incite à donner l'exemple», explique Laurier Archambault, surintendant de la division de la surveillance du stationnement de la Ville de Montréal.

Montréal, «joyau dans un champ de fumier», selon le Mirror

LE DEVOIR

Montréal se distingue du reste du Québec comme «un joyau dans un champ de fumier», selon *The Montreal Mirror*, l'hebdomadaire qui se veut le journal des anglophones branchés.

Dans un éditorial de son édition du 3 novembre, le *Mirror* s'en prend à l'ancien gouvernement libéral à Québec pour avoir imposé à la métropole la même réforme fiscale qu'ont subie toutes les municipalités québécoises en 1991.

Selon les réformes introduites par l'ancien ministre des Affaires municipales, Claude Ryan, le gouvernement provincial s'est retiré du financement de plusieurs services municipaux, dont le transport en commun.

Le retrait de Québec a forcé l'administration du maire sortant Jean Doré à recourir à la taxe sur les immeubles non résidentiels pour combler le manque à gagner.

Et le *Mirror* craint que le nouveau gouvernement péquiste ne soit guère plus généreux à l'envers de Montréal, étant donné son intention de

faire de Québec une capitale digne de ce nom.

L'attitude de Québec, selon le *Mirror*, démontre à quel point le gouvernement provincial ne comprend pas le statut particulier de Montréal.

«Le Québec est en train d'imiter la France, où la plus grande ville a longtemps été décrite comme étant un

monde à part du reste du pays, écrit l'éditorialiste du *Mirror*. Montréal est multilingue, branché et cosmopolite; le reste du Québec est essentiellement unilingue, monoculturel, ennuyeux et rural. Montréal est un joyau dans un tas de fumier et de souches.»

Comme c'est la tradition dans la presse écrite de langue anglaise, l'éditorial n'est pas signé.

Les conférences publiques de la FQPPU

Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université

Premier déjeuner-causerie

La langue des publications scientifiques



Michel Bergeron

Professeur titulaire

Département de physiologie, Université de Montréal
Rédacteur en chef de la revue *Médecine Sciences*

Le 11 novembre 1994, 12 à 14 heures
Hôtel Méridien, Montréal

Participation et repas: 25\$

R.S.V.P.: FQPPU (514) 843-5953

Possibilité de réserver des tables pour huit personnes
FQPPU, 4446, boul. Saint-Laurent, bureau 405, Montréal, (Québec) H2W 1Z5

L'ostéoporose guette les baby-boomers

L'hôpital Saint-Luc amorce une étude déterminante sur la perte de masse osseuse

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

À l'heure où les femmes baby-boomers avancent inexorablement vers la ménopause, l'hôpital Saint-Luc amorce une importante étude sur l'ostéoporose dans le but d'aider à fournir des pistes pour les prochaines campagnes de prévention.

On estime qu'environ le tiers des femmes baby-boomers seront affectées par l'ostéoporose d'ici la fin de leur vie. Pourtant, on ignore encore avec précision les facteurs qui influencent de près ou de loin la perte de masse osseuse, appelée ostéoporose.

C'est pourquoi des chercheurs de l'hôpital Saint-Luc et de l'Université de Montréal ont obtenu une subvention de 100 000 \$ de Santé et Bien-Être Canada pour suivre l'évolution de l'ostéoporose auprès d'environ 150 femmes ayant atteint l'âge de la ménopause.

La particularité de cette recherche réside dans le fait que ces mêmes femmes avaient fait l'objet d'une enquête approfondie sur le même sujet par l'hôpital Saint-Luc en 1985. Cette recherche, une des premières aussi poussées dans ce domaine, avait démontré que l'apport en calcium dès l'âge adulte pouvait prévenir l'ostéoporose, mais aucun rapport n'avait pu être établi à l'époque entre la perte de masse osseuse et la consommation d'alcool, de tabac ou de contraceptifs oraux. Une conclusion qui pourrait changer, maintenant que ces femmes ont atteint l'âge de la ménopause, explique-t-on.

«C'est donc l'interrelation entre tous ces différents facteurs et la perte de masse osseuse que nous voulons étudier davantage car l'influence de chacun est mal connue», a souligné hier le Dr Daniel Picard, coresponsable de la recherche et professeur à l'Université de Montréal. On prévoit obtenir des résultats d'ici six à neuf mois.

Pour l'instant, les seuls faits prouvés en ce qui a trait à l'ostéoporose est que l'apport en calcium entre l'âge de 20 à 40 ans peut prévenir la perte de masse osseuse mais s'avère peu efficace une fois l'âge de la ménopause atteint. Quant à l'œstrogène, une hormone synthétique, son absorption appert hautement bénéfique pour contrer l'ostéoporose chez les femmes ménopausées.

Malgré la faible taille de l'échantillon, on estime que les résultats seront hautement fiables puisqu'il s'agit des mêmes femmes qu'il y a dix ans et qu'elles forment un groupe très homogène au plan génétique et géographique.

Chose certaine, ces résultats seront hautement utiles pour cibler les prochaines campagnes nationales de prévention. L'ostéoporose est devenue un ennemi numéro un pour les femmes âgées — et dans une moindre mesure pour les hommes — chez qui le nombre de fractures de la hanche a grimpé de 84 % depuis 1981. L'incidence de la perte de masse osseuse chez les femmes de 60 à 70 ans est aussi cinq fois plus élevée plus qu'en 1960, sans que l'on sache trop pourquoi.

Le fait que de plus en plus de personnes atteignent un âge avancé a des conséquences très importantes sur les impacts de cette affection. Les fractures de la hanche entraînent par la diminution de la masse osseuse sont aujourd'hui légion. Elles provoquent dans bien des cas la perte d'autonomie chez les personnes âgées, voire même la mort dans les six mois, dans un cas sur cinq.

Guérin, éditeur

a accordé aux
Éditions Chihab d'Alger
un droit de reproduction
exclusif pour l'Algérie
en ce qui concerne
les ouvrages suivants:

Petit Guérin express
Gérard Langlois

Dictionnaire Écrire en anglais
Marcel Séguin

Les verbes en un clin d'œil
Jean-Marie Laurence

Grammaire Générale Guérin
Normand Robidoux



guérin Montreal
Toronto
4501, rue Drolet
Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada
Tél.: (514) 842-3481
Télex: (514) 842-4923

LES ÉVALUATIONS D'IMPACTS: LE QUÉBEC À L'HEURE INTERNATIONALE

CONGRÈS ANNUEL DE
L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE
POUR L'ÉVALUATION D'IMPACTS

18 ET 19 NOVEMBRE 1994
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Invité spécial au déjeuner-causerie du 19 novembre:

MONSIEUR JACQUES BRASSARD
Ministre de l'Environnement et de la Faune du Québec

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT:
(514) 879-8588

Inscription pour deux jours: 195 \$ (membre: 145 \$)
Inscription pour une journée: 100 \$

ACTUALITÉS

IMMOBILIER *Sentiment de peur*

SUITE DE LA PAGE 1

et Jacques Pelletier ont expliqué au cours d'entretiens que cette débâcle de l'ensemble de l'activité immobilière au Québec était essentiellement attribuable à la forte poussée des taux d'intérêt à compter du deuxième trimestre. L'étranglement du crédit, commandé aux États-Unis d'abord et au Canada ensuite, a eu pour effet de « nous maintenir la tête en dessous de l'eau », a observé M. Pelletier.

Homme de terrain, Pierre Lefebvre, directeur chez Royal LePage, a constaté que ces hausses en rafale des taux d'intérêt, combinées aux diverses annonces de licenciements massifs, a ravivé le sentiment de peur chez les consommateurs. Bref, « malgré une baisse des valeurs et des taux, qui restent tout de même relativement abordables, le niveau de confiance des consommateurs est redevenu très faible ».

Pour M. Vachon, la situation qui distingue présentement l'immobilier au Québec fait pratiquement écho à ce qui avait prévalu dans les pires moments des années 80, soit 1982, juste avant la mise sur pied du vaste programme Corvée-Habitation.

Le déclin constaté par les analystes de la SCHL à l'ensemble du Québec a touché toutes les catégories d'habitations. Selon les résultats fournis hier, les mises en chantier de maisons unifamiliales ont baissé de 13 %, les

jumelées de 28 %, les maisons en rangée de 65 %, les condominiums de 28 %, et celui des logements locatifs de 24 %. Par région, c'est à Hull que l'on a enregistré la diminution la plus prononcée, soit 48 %, suivie de Montréal avec 26 %. Chicoutimi et Québec suivent avec, respectivement, 17 et 13 %.

Si on compare la situation de l'immobilier au Québec par rapport au Canada, on constate que nous sommes juste derrière les provinces de l'Atlantique (-21 %) et loin, très loin, de la moyenne nationale. Avec près de 150 000 mises en chantier de Halifax à Vancouver au cours du mois d'octobre, la diminution par rapport à octobre 1993 a été de 4 %.

Au cours des prochains mois, et dans la meilleure des hypothèses, il faut s'attendre à ce que la création d'emplois vienne estomper quelque peu le coup de massue que ces augmentations ont provoqué, mais guère plus. Car, ainsi que l'a expliqué M. Pelletier, « chaque fois qu'on augmente les taux d'intérêt, on prive l'immobilier de sa principale source d'activité que sont les premiers acheteurs ».

À cet égard, les chiffres fournis par la Chambre immobilière de Montréal sont éloquentes. Sur le nombre total d'unités déjà existantes vendues en octobre, 33 % d'entre elles se situaient entre 70 000 et 100 000 \$, 32 % entre 100 000 et 150 000 \$, et 14,3 % seulement entre 150 000 et 250 000 \$. Enfin, la valeur moyenne des unifamiliales après dix mois d'activité est de 112 000 \$, soit au même niveau que 1993.

ÉLECTIONS *Céder des secteurs*

SUITE DE LA PAGE 1

des diplômés du secondaire le soient en enseignement professionnel. Le MEMO critique sévèrement les politiques de l'administration sortante qui a, entre autres, dénature (selon le parti d'opposition) le projet de créer à Saint-Henri une école de pointe consacrée aux métiers du plastique.

Le MEMO entend revaloriser l'ensemble du secteur professionnel par des campagnes d'information, des visites en milieu de travail et le développement de stages en entreprise, mais surtout en proposant au ministère que plusieurs options professionnelles commencent dès le secondaire 4 plutôt qu'après le secondaire 5.

Le MEMO propose enfin de concentrer les énergies de la CECM dans des secteurs professionnels qui correspondent vraiment aux réalités du territoire montréalais. Ainsi, le MEMO se dit prêt à céder aux commissions scolaires de Saint-Laurent ou de Laval l'actuel secteur de l'assistance technique en pharmacie de la CECM parce que les industries pharmaceutiques sont plutôt concentrées dans ces régions.

Par contre, le MEMO veut proposer au ministère de l'Éducation, aux municipalités, aux syndicats et aux entreprises huit secteurs de formation professionnelle pour

la CECM: plastique, vêtements et mode, techniques de l'environnement, tourisme-hôtellerie-restauration, transports en commun, services aux personnes âgées, aux personnes handicapées et aux jeunes, cinéma et vidéo, et enfin réparation des appareils d'entretien ménager.

Par ailleurs, le COURS faisait également part hier de différents engagements électoraux.

Ainsi, le COURS (dont les leaders étaient auparavant liés au RSC) veut créer un comité central des élèves à la CECM pour que les jeunes puissent eux-mêmes donner une appréciation des différents services offerts par une commission scolaire.

Le COURS entend également tout faire pour « redonner leur titre de noblesse » aux enseignants, particulièrement en « donnant aux enseignants des responsabilités dans les définitions des objectifs pédagogiques, et en les impliquant lors de prises de décisions administratives ».

Le COURS veut également créer un programme de reconnaissance du Mérite enseignant et il veut souligner les innovations pédagogiques en octroyant une bourse annuelle.

À noter que ce soir le Comité central des parents de la CECM organise une rencontre d'information publique avec les trois présidents des trois partis qui présentent des candidats à la CECM, et ce à l'auditorium Le Plateau.

ISLAM *Travail social*

SUITE DE LA PAGE 1

pas franchir. En cure, on m'enlevait la drogue, mais qu'est-ce qu'on me donnait à la place? Rien!»

En 1983, lors de la marche des beurs contre le racisme, un des marcheurs s'était réclamé de l'islam. Un hebdomadaire avait alors titré: «Un OVNI chez les beurs». Aujourd'hui, Rappel n'est qu'une des centaines d'associations islamiques qui organisent des matchs sportifs, aident les élèves à faire leurs devoirs, viennent en aide aux drogués ou luttent contre la délinquance (il existe même des centaines de groupes de scouts musulmans).

La plus célèbre est celle de Kamel Mansour, le leader charismatique de Lyon qui s'est imposé à la tête du regroupement pour la jeunesse et l'entraide. Installé dans une maison de quartier, Mansour visite les prisons et les hospices et tisse tranquillement des liens entre les musulmans de ce quartier déshérité où un habitant sur trois vote pour le Front National. Son programme: «Que les musulmans se prennent en main!»

«Les mouvements islamistes ont pris en charge des fonctions du travail social dans les banlieues, ce qui fait souvent d'eux des interlocuteurs entre les jeunes et les pouvoirs politiques», dit Gilles Kepel, auteur du livre *À l'ouest d'Allah*. Pendant ce temps, les organisations anticristes des années 80 sont moribondes puisqu'elles «n'offrent aux jeunes aucune perspective d'ascension sociale», dit-il. Bref, les moujahidines musulmans ont rencontré l'intifada des banlieues!

Lors des émeutes de mars, Sami Debah et ses amis se sont interposés entre les insurgés et les forces de l'ordre. «Ce qui n'a pas empêché les policiers de tirer des grenades lacrymogènes», dit Sami. Depuis des mois, il réclame un local pour faire du soutien scolaire. Mais la mairie de Garges-lès-Gonesse se lui refuse en invoquant l'école française est laïque.

«En France, dit-il, la laïcité est devenue le laïcisme. Une espèce de religion. Un dogme, quoi!»

Et l'intégrisme? Sami ne sait pas ce que ce mot veut dire. «Si l'intégrisme consiste à suivre les enseignements d'Allah, alors tous les musulmans pratiquants sont des intégristes. Il est normal que les musulmans portent le voile et les musulmans, la barbe.»

Mais l'intégrisme qui assassine les religieuses et les étrangers? Sami refuse de se prononcer là-dessus. Bien sûr, il n'est pas pour le meurtre que condamne d'ailleurs le Coran. Mais il refuse de critiquer le FIS et ses méthodes. «Je crois qu'il faut essayer de comprendre ce qui se passe là-bas.»

Révolté par l'attitude de l'État français, Sami n'a rien à dire sur ces royaumes où l'on coupe le bras des voleurs et lapide les femmes infidèles. «Nous n'imposons rien, nous montrons. Je ne vois pas pourquoi on veut nous rendre responsables des assassinats en Algérie.» D'ailleurs Sami est Français, pas Algérien. «À partir du moment où l'on respecte les lois et où l'on fait son service militaire, que peut-on nous demander de plus?»

Le Canada, marché libre pour le crime organisé

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Une insuffisance de lois pour lutter contre la mafia et le blanchiment de l'argent a fait du Canada un «marché libre» pour les groupes de criminels organisés de tous les coins de la planète, ont soutenu mardi des experts au cours d'un symposium.

Au moins dix organisations mafieuses différentes avec des racines en Russie, en Colombie et ailleurs possèdent des ramifications au Canada, ce qui a permis l'établissement de liens internationaux sans précédents entre gangsters, a déclaré l'auteur italien Antonio Nicaso.

«En deux mots, le Canada est un marché libre pour le monde interlope», a affirmé M. Nicaso, qui a écrit plusieurs livres sur la mafia et qui habite aujourd'hui à Toronto.

«Pour les malfaiteurs, le Canada est un paradis de fous et nous sommes les fous.»

M. Nicaso a expliqué que la mafia a un penchant pour le Canada parce que le pays ne dispose ni de lois qui obligent les banques à rapporter des transactions monétaires suspectes ni de loi anti-mafia, comme c'est le cas aux États-Unis, en Italie, à Hong Kong ainsi que dans d'autres pays.

Par ailleurs, la réglementation relativement libérale de

l'immigration canadienne permet la «libre circulation» de criminels à travers ses frontières, a ajouté M. Nicaso.

Le symposium sur le crime organisé international se tient quelques jours après l'arrestation à Toronto d'un immigrant italien, Salvatore Ferraro, qui, selon la GRC, est un des six leaders les plus puissants de la mafia au monde.

La police italienne possède un dossier d'inculpation de 300 pages sur Ferraro, qui dirige, suppose-t-on, une famille mafieuse sicilienne depuis sa maison dans la banlieue torontoise. Sa déportation a été ordonnée plus tôt cette semaine.

«Ce n'est pas par accident qu'il a choisi le Canada comme lieu de résidence», a souligné M. Nicaso. «La police a mis trois ans avant de réussir à le retrouver ici.»

Il existe au Canada des ramifications de deux des cinq plus importantes familles mafieuses italiennes, de deux des cinq cartels colombiens de la drogue, de bandes orientales comme les Triades, de la mafia russe, des petits groupes de narcotrafiquants jamaïcains et de diverses associations de motards, a fait remarquer M. Nicaso.

Des liens cimentés au Canada ont conduit à des réunions au sommet au cours des dernières années entre mafieux italiens, russes, chinois et colombiens, a-t-il conclu.



LA MAISON DU PEINTRE Arthur Tremblay est en route vers son emplacement final, à la Vieille-Pulperie de Chicoutimi. Chaque centimètre des murs de cette maison a été peint par le célèbre peintre naïf. Ce déménagement coûte un million de dollars et se terminera samedi.

CONGRÈS *Cuomo en difficultés*

SUITE DE LA PAGE 1

sénateur démocrate Daniel Patrick Moynihan a retrouvé son siège sans difficultés.

Mais les démocrates ont vu leur hégémonie à la Chambre des représentants menacée par la lame de fond républicaine qui n'a pas épargné non plus les luttes pour les postes de gouverneur.

Sur la foi de sondages effectués à la sortie des bureaux de scrutin, les chaînes CBS et CNN prévoient hier soir comme fortement possible que la Chambre des représentants passe elle aussi sous le contrôle des républicains. Les républicains avaient besoin pour cela d'un gain net de 40 sièges.

Dans la course pour les postes de gouverneur, les républicains ont marqué des points. Ils menaient hier soir dans les plus grands États américains. A New York, le gouverneur démocrate Mario Cuomo, une des personnalités les plus connues du Parti démocrate, était en difficultés. Au Texas, la populaire Ann Richards, gouverneur démocrate, était annoncée battue par George W. Bush, fils de l'ancien président américain. En Floride, le deuxième fils de George Bush, Jeb Bush, était en avance sur son adversaire le gouverneur démocrate Lawton Chiles.

En Californie, le plus peuplé des États américains, le républicain Pete Wilson a été réélu gouverneur, après avoir été longtemps donné perdant face à la démocrate Kathleen Brown.

À la lumière des premiers résultats enregistrés à la fermeture des bureaux de scrutin dans l'Est américain, les républicains paraissent en voie de réaliser un renversement politique considérable. Les contours d'un nouveau Congrès, dominé par les républicains, se dessinent de plus en plus clairement à mesure que la soirée avançait. Les démocrates détenaient précédemment 256 sièges de la Chambre basse du Congrès, contre 178 aux républicains.

Les sondages réalisés à la sortie des urnes tout au long de la journée avaient indiqué un taux de mécontentement très élevé — de l'ordre de 57 % —, contre le président Bill Clinton. Ce que les démocrates redoutaient est arrivé dans une large mesure: l'impopularité de Bill Clinton a rejailli sur eux.

Les Américains étaient appelés aux urnes pour pourvoir 35 sièges de sénateurs, 435 sièges de représentants et 36 postes de gouverneurs ainsi que quelque 8000 postes de responsables locaux, après une campagne marquée par un niveau inégalé d'insultes et d'attaques personnelles entre les candidats, des dépenses électorales record, et un très fort ressentiment des électeurs envers les sortants. Les républicains, dans l'opposition au Congrès, paraissent en mesure de tirer profit de cette situation et d'obtenir leur meilleur score depuis 40 ans.

Décidé à ne rien négliger pour endiguer le raz-de-marée républicain annoncé par les sondages, le président Bill Clinton a mené une campagne intense et ininterrompue depuis huit jours à travers les États-Unis pour venir

en aide à ses alliés démocrates, dans un dernier effort pour inciter les électeurs à aller voter, le président américain a donné une dizaine d'interviews à la radio hier matin seulement.

Les démocrates craignaient particulièrement un faible taux de participation. Selon les analystes politiques, plusieurs batailles extrêmement serrées devaient tourner à l'avantage des républicains si l'électorat traditionnel des démocrates — notamment les Noirs — désabusé, choisissait l'abstention. En moyenne, seulement 35 % des Américains participent à ces élections législatives et locales organisées à mi-mandat présidentiel.

Dans le sud, démocrate *grasso modo* depuis la guerre de sécession, un pourcentage remarquablement élevé d'électeurs — 61 % — ont dit désapprouver la politique du président Clinton, selon un sondage effectué à la sortie des urnes pour le compte de la chaîne CBS.

Après le refus du Congrès sortant d'examiner un projet de réforme du financement électoral proposé par le président Clinton, ces élections auront établi des records absolus de dépenses électorales. L'élection sénatoriale la plus coûteuse de l'histoire américaine s'est disputée en Californie: 36 millions de dollars, dont 27,8 millions de sa fortune personnelle investis par le républicain Michael Huffington, milliardaire du pétrole. En Virginie, le républicain Oliver North a dépensé 18 millions de dollars, sans succès, pour décrocher un siège de sénateur.

Les électeurs américains devaient aussi se prononcer par référendum sur 144 textes «d'initiatives locales», portant sur la limitation du mandat des élus locaux, la légalisation de certains jeux de hasard, les droits des homosexuels, etc.

Le scrutin se déroulait dans des églises, des salles de classe ou des gymnases. Il avait commencé à six heures du matin sur la côte est, et s'est poursuivi sur continent pendant dix-sept heures avant que les bureaux de vote ne ferment sur la côte pacifique.

Avec AFP et Reuter

FONDATION DES MALADIES DU COEUR DU QUÉBEC

La recherche sur les maladies cardiovasculaires sauve des vies, puisque cette cause de décès a chuté de 20 % en dix ans. Grâce à son Fonds de legs, la Fondation augmente chaque année les sommes destinées aux chercheurs québécois. Participez à notre effort en soutenant le Fonds de legs de la Fondation des maladies du cœur du Québec par un don testamentaire.

Au cœur de la solution!

Téléphone : (514) 871-1551 • 1-800-567-8563

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camelot et pour les abonnements postaux.
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559